

Demandeurs d'emploi inscrits à France Travail au 3^e trimestre 2024

En moyenne au troisième trimestre 2024, en France métropolitaine, le nombre de personnes inscrites à France Travail et tenues de rechercher un emploi (catégories A, B, C) s'établit à 5 123 700. Parmi elles, 2 814 000 personnes sont sans emploi (catégorie A) et 2 309 700 exercent une activité réduite (catégories B, C).

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente de 0,2 % (+5 300) ce trimestre et de 0,1 % sur un an. Le nombre de personnes exerçant une activité réduite courte (catégorie B) augmente de 1,1 % par rapport au trimestre précédent et sur la même période celui des personnes en activité réduite longue (catégorie C) décroît de 0,2 %. Au total, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C augmente de 0,2 % sur ce trimestre (+11 000) et de 0,9 % sur un an.

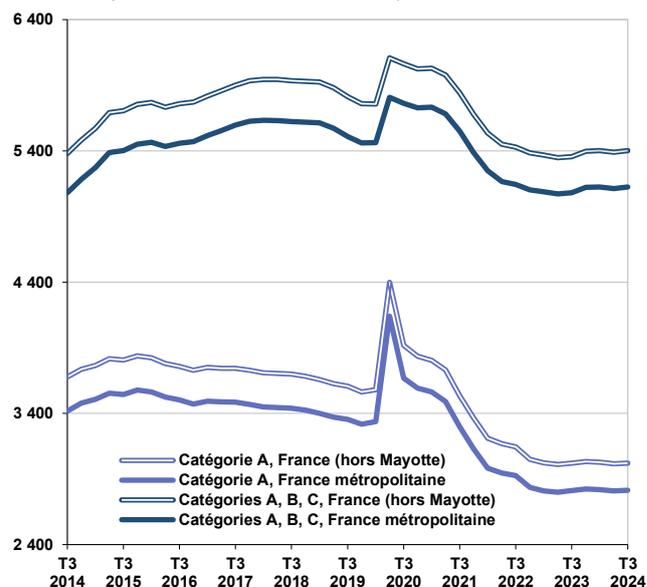
Au troisième trimestre, 730 000 personnes inscrites à France Travail ne sont pas tenues de rechercher un emploi. Elles sont soit non immédiatement disponibles et sans emploi (catégorie D, par exemple : formation, contrat de sécurisation professionnelle, maladie), soit pourvues d'un emploi (catégorie E, par exemple : création d'entreprise, contrat aidé). Sur ce trimestre, le nombre d'inscrits en catégorie D augmente de 0,8 % et celui des inscrits en catégorie E de 1,7 %.

En France (y compris les départements-régions d'outre-mer, hors Mayotte), le nombre de demandeurs d'emploi s'élève à 3 021 600 pour la catégorie A. Il augmente de 0,2 % sur le trimestre (+0,0 % sur un an). Pour les catégories A, B, C ce nombre s'établit à 5 400 600. Il augmente de 0,2 % sur ce trimestre et de 0,8 % sur un an.

GRAPHIQUE 1 | Demandeurs d'emploi en catégories A et A, B, C

En milliers

Données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables



Source : France Travail-Dares, STMT.

Les données publiées concernent les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail. La notion de demandeurs d'emploi est différente de celle de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT). Au-delà des évolutions du marché du travail, différents facteurs peuvent davantage affecter les données relatives aux demandeurs d'emploi : modifications des règles d'indemnisation ou d'accompagnement des demandeurs d'emploi, changements de procédure, incidents. Un [document](#) présente les principaux changements de procédure et incidents ayant affecté les statistiques de demandeurs d'emploi depuis 2011.

Une expérimentation d'accompagnement renforcé vers l'emploi des bénéficiaires du RSA a été lancée en avril 2023 dans 18 territoires puis étendue en mars 2024 à 29 nouvelles zones portant à 47 le nombre de territoires concernés par l'accompagnement renforcé des bénéficiaires du RSA. Elle conduit à enregistrer progressivement à France Travail l'ensemble des BRSA de ces territoires. Selon leur situation, ceux-ci sont orientés vers un des trois parcours suivants : emploi, socio-professionnel ou social. Les BRSA orientés vers les parcours emploi et socio-professionnel sont comptabilisés dans les statistiques de demandeurs d'emploi. Les BRSA orientés vers le parcours social, plus éloignés de l'emploi, ne le sont pas lorsqu'ils ne prennent pas l'initiative de s'inscrire. Fin septembre 2024, cette expérimentation concerne environ 41 700 bénéficiaires du RSA dont 27 400 sont orientés vers un parcours emploi ou socio-professionnel. Les effets du déploiement de cette expérimentation se poursuivront jusqu'à la fin de l'année 2024 (cf. [note incidents et changements de procédure](#) ayant un impact sur les statistiques de demandeurs d'emploi pour une première estimation de ces effets).

Par ailleurs, un plan d'action en direction des créateurs d'entreprise a été mis en place en septembre 2024 dans la région Grand-Est : il en résulte qu'au troisième trimestre 2024, en moyenne 2 000 à 3 000 demandeurs d'emploi précédemment comptabilisés au sein des catégories A, B ou C sont désormais comptabilisés au sein de la catégorie E.

Demandeurs d'emploi par catégorie

TABLEAU 1 | Demandeurs d'emploi par catégorie

Données CVS-CJO

	Effectif (en milliers)			Évolution (en %) sur	
	3 ^e trimestre 2023	2 ^e trimestre 2024	3 ^e trimestre 2024	un trimestre *	un an **
France métropolitaine					
Inscrits tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie A)	2 811,1	2 808,7	2 814,0	0,2	0,1
Inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite courte (catégorie B)	797,0	818,6	828,0	1,1	3,9
Inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite longue (catégorie C)	1 472,1	1 485,3	1 481,7	-0,2	0,7
Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C)	5 080,2	5 112,7	5 123,7	0,2	0,9
Inscrits non tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie D)	351,8	336,4	339,2	0,8	-3,6
Inscrits non tenus de rechercher un emploi, en emploi (catégorie E)	372,5	384,4	390,8	1,7	4,9
Ensemble des inscrits (catégories A, B, C, D, E)	5 804,5	5 833,5	5 853,7	0,3	0,8
France (hors Mayotte)					
Inscrits tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie A)	3 021,0	3 016,4	3 021,6	0,2	0,0
Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C)	5 355,8	5 389,0	5 400,6	0,2	0,8
Ensemble des inscrits (catégories A, B, C, D, E)	6 113,7	6 142,7	6 163,2	0,3	0,8

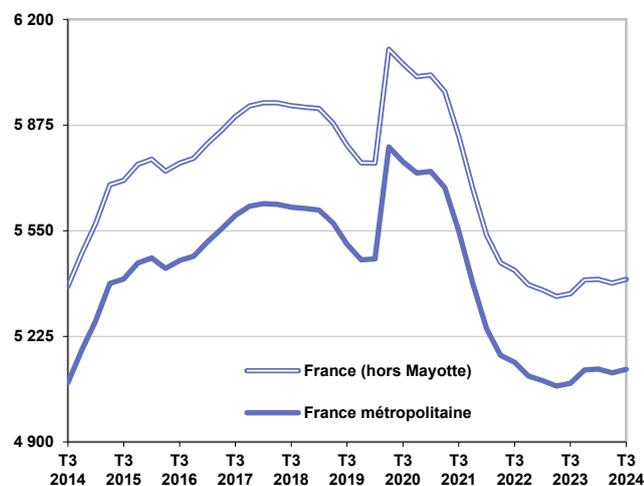
* variation par rapport au trimestre précédent, en % ; ** variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Source : France Travail-Dares, STMT.

GRAPHIQUE 2 | Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C)

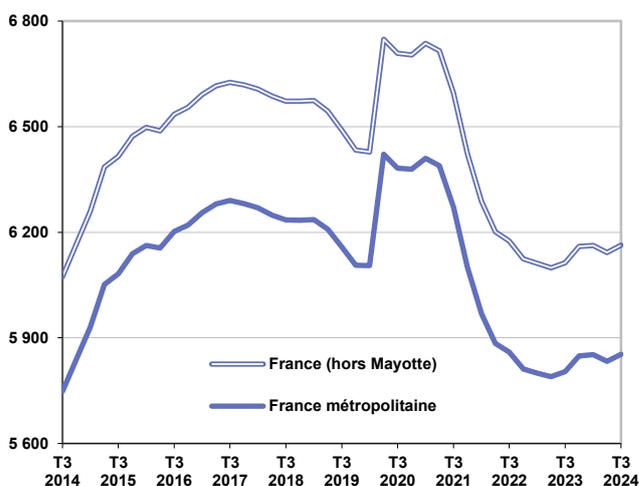
En milliers, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT.

GRAPHIQUE 3 | Ensemble des inscrits (catégories A, B, C, D, E)

En milliers, données CVS-CJO



En France métropolitaine, lorsque sur un trimestre le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente ou baisse de plus de 33 000, il y a une probabilité supérieure à 95 % que la variation de la tendance sous-jacente soit de même sens. Ce seuil est de 32 000 pour le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C (voir encadré page 16).

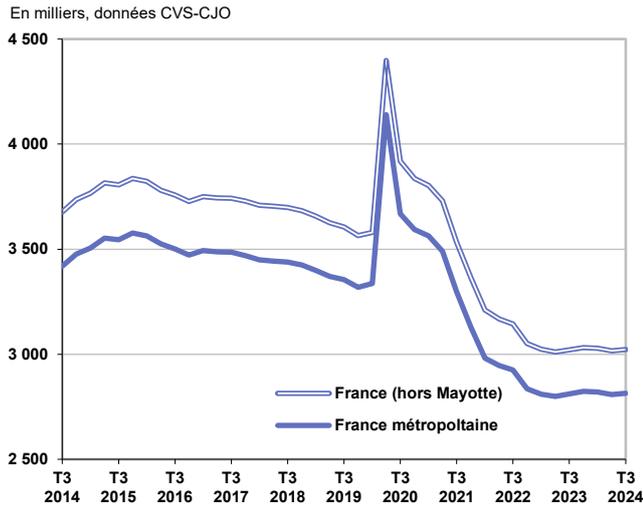
Une [documentation](#) fournit des éléments d'aide à l'interprétation des séries sur les demandeurs d'emploi.

L'ensemble des définitions et concepts figurent dans l'encadré page 15, ainsi que dans la [documentation méthodologique](#) en ligne.

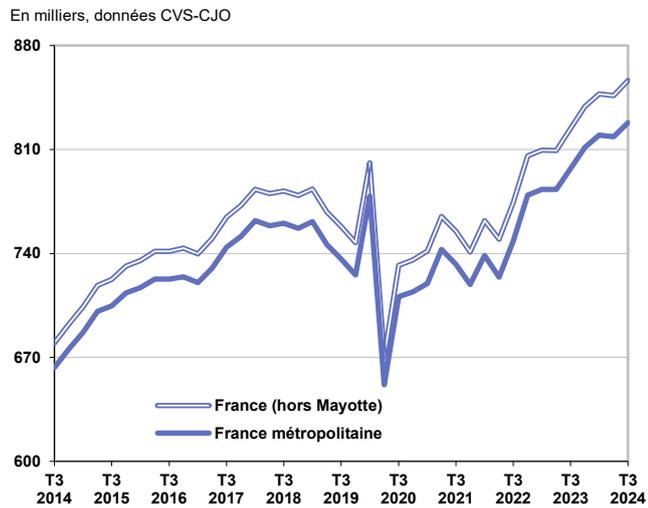
L'ensemble des documents relatifs aux données sur les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail sont disponibles sur les sites internet de la [Dares](#) et de [France Travail](#).

Prochaine parution, le 27 janvier 2025 : Dares indicateurs, Demandeurs d'emploi inscrits à France Travail au 4^e trimestre 2024.

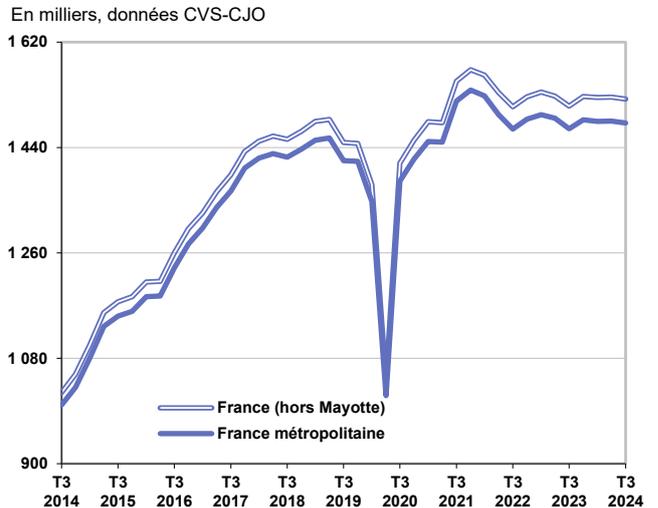
GRAPHIQUE 4 | Inscrits tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie A)



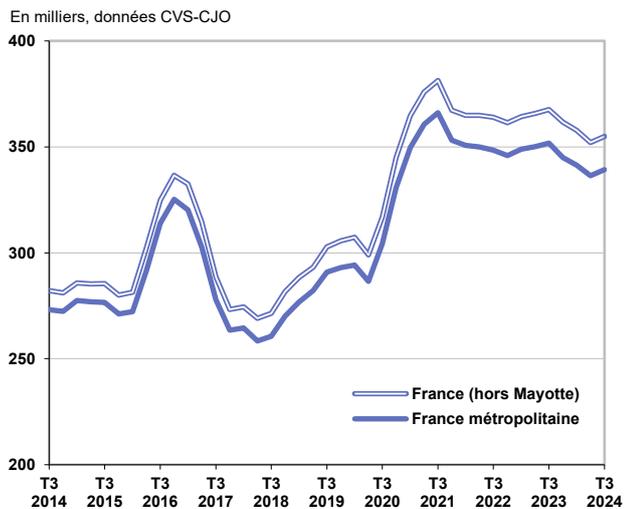
GRAPHIQUE 5 | Inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite courte (catégorie B)



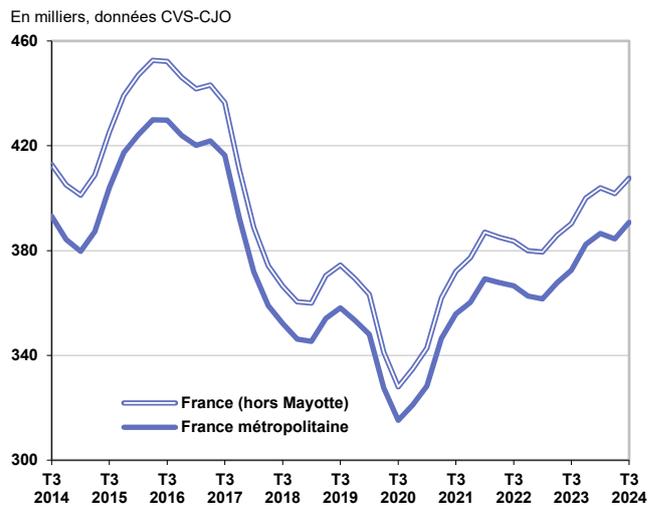
GRAPHIQUE 6 | Inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite longue (catégorie C)



GRAPHIQUE 7 | Inscrits non tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie D)



GRAPHIQUE 8 | Inscrits non tenus de rechercher un emploi, en emploi (catégorie E)



Source : France Travail-Dares, STMT.

Demandeurs d'emploi en catégorie A

En France métropolitaine, au troisième trimestre 2024, le nombre moyen de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente de 0,4 % pour les hommes (+0,8 % sur un an) et reste stable pour les femmes (-0,6 % sur un an).

Ce nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A diminue de 0,9 % pour les moins de 25 ans (+0,9 % sur un an), augmente de 0,1 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans (-0,2 % sur un an) et de 0,8 % pour ceux âgés de 50 ans ou plus (+0,3 % sur un an).

TABLEAU 2 | Demandeurs d'emploi en catégorie A par sexe et âge

Données CVS-CJO

	Effectif (en milliers)			Évolution (en %) sur	
	3 ^e trimestre 2023	2 ^e trimestre 2024	3 ^e trimestre 2024	un trimestre *	un an **
Hommes	1 432,0	1 438,3	1 443,5	0,4	0,8
Femmes	1 379,1	1 370,4	1 370,5	0,0	-0,6
Moins de 25 ans	381,4	388,5	384,9	-0,9	0,9
Hommes	203,1	208,4	206,9	-0,7	1,9
Femmes	178,2	180,1	178,0	-1,2	-0,1
Entre 25 et 49 ans	1 647,0	1 642,0	1 644,4	0,1	-0,2
Hommes	822,4	824,0	826,1	0,3	0,4
Femmes	824,7	817,9	818,3	0,0	-0,8
50 ans ou plus	782,7	778,3	784,7	0,8	0,3
Hommes	406,5	405,9	410,5	1,1	1,0
Femmes	376,2	372,4	374,2	0,5	-0,5
Ensemble de la catégorie A	2 811,1	2 808,7	2 814,0	0,2	0,1

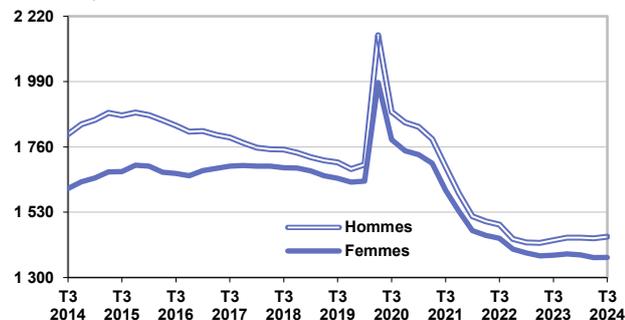
* variation par rapport au trimestre précédent, en % ; ** variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

Champ : France métropolitaine.

Source : France Travail-Dares, STMT.

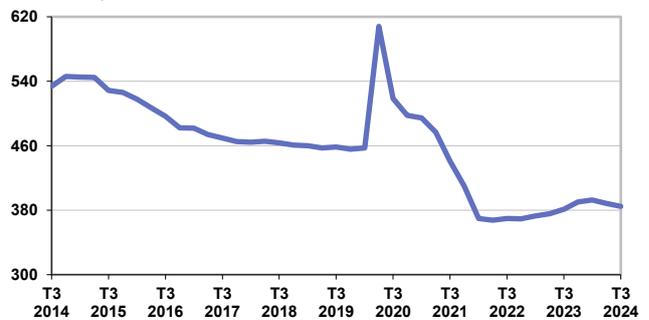
GRAPHIQUE 9 | Catégorie A, par sexe

En milliers, données CVS-CJO



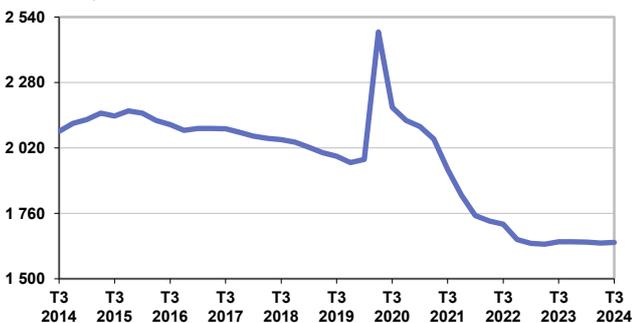
GRAPHIQUE 10 | Catégorie A, moins de 25 ans

En milliers, données CVS-CJO



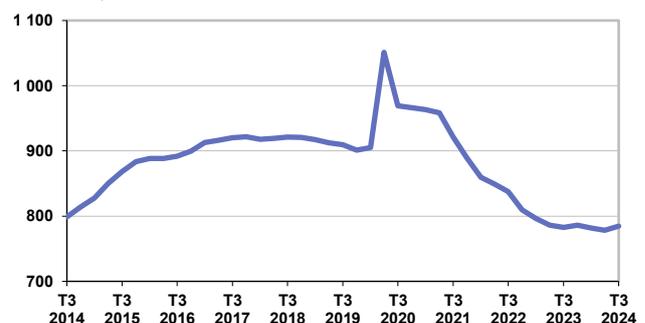
GRAPHIQUE 11 | Catégorie A, entre 25 et 49 ans

En milliers, données CVS-CJO



GRAPHIQUE 12 | Catégorie A, 50 ans ou plus

En milliers, données CVS-CJO



Champ : France métropolitaine.

Source : France Travail-Dares, STMT.

Demandeurs d'emploi en catégories B, C

En France métropolitaine, au troisième trimestre 2024, le nombre moyen de demandeurs d'emploi en catégorie B (activité réduite courte) augmente de 1,1 % (+3,9 % sur un an) et celui des demandeurs d'emploi en catégorie C (activité réduite longue) diminue de 0,2 % (+0,7 % sur un an). Au total, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories B, C augmente de 0,3 % ce trimestre (+1,8 % sur un an).

La situation des demandeurs d'emploi vis-à-vis de l'activité réduite courte (inférieure ou égale à 78 heures sur un mois, catégorie B) ou longue (supérieure ou égale à 79 heures sur un mois, catégorie C) est déterminée à la fin de chaque mois. Dans cette publication les nombres de demandeurs d'emploi en catégories B, C sont obtenus en faisant la moyenne sur le trimestre.

TABLEAU 3 | Demandeurs d'emploi en catégories B, C

Données CVS-CJO

	Effectif (en milliers)			Évolution (en %) sur	
	3 ^e trimestre 2023	2 ^e trimestre 2024	3 ^e trimestre 2024	un trimestre *	un an **
 Par sexe et âge					
Hommes	1 031,6	1 060,6	1 063,4	0,3	3,1
Femmes	1 237,4	1 243,3	1 246,3	0,2	0,7
Moins de 25 ans	257,5	262,4	266,0	1,4	3,3
Entre 25 et 49 ans	1 407,6	1 427,5	1 428,9	0,1	1,5
50 ans ou plus	604,0	614,1	614,8	0,1	1,8
 Par nombre d'heures travaillées					
Moins de 20 heures	243,5	258,9	267,3	3,2	9,8
De 20 à 39 heures	209,9	213,4	213,0	-0,2	1,5
De 40 à 59 heures	159,2	163,2	165,5	1,4	4,0
De 60 à 78 heures	184,4	183,2	182,2	-0,5	-1,2
Ensemble	797,0	818,6	828,0	1,1	3,9
De 79 à 99 heures	189,6	192,8	188,3	-2,3	-0,7
De 100 à 119 heures	192,5	201,5	200,7	-0,4	4,3
De 120 à 150 heures	360,5	344,0	348,0	1,2	-3,5
151 heures ou plus	729,5	747,1	744,8	-0,3	2,1
Ensemble	1 472,1	1 485,3	1 481,7	-0,2	0,7
Ensemble des catégories B, C	2 269,1	2 303,9	2 309,7	0,3	1,8

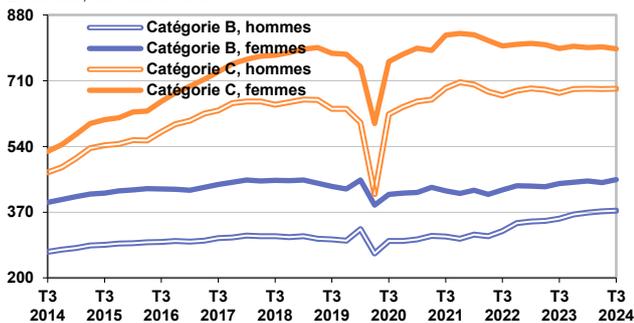
* variation par rapport au trimestre précédent, en % ; ** variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

Champ : France métropolitaine.

Source : France Travail-Dares, STMT.

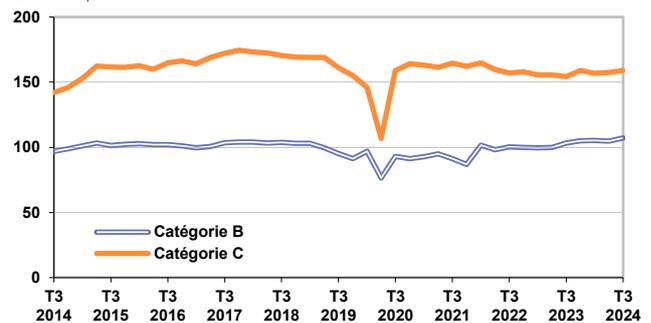
GRAPHIQUE 13 | Catégories B et C, par sexe

En milliers, données CVS-CJO



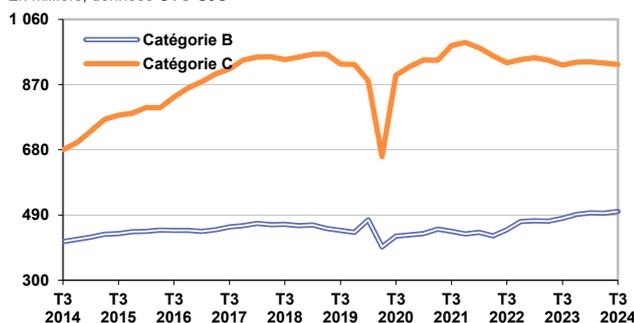
GRAPHIQUE 14 | Catégories B et C, moins de 25 ans

En milliers, données CVS-CJO



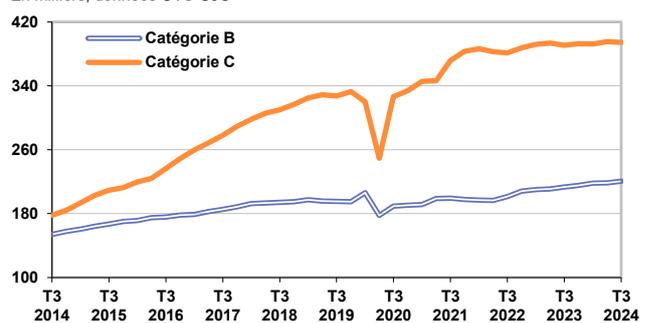
GRAPHIQUE 15 | Catégories B et C, de 25 à 49 ans

En milliers, données CVS-CJO



GRAPHIQUE 16 | Catégories B et C, 50 ans ou plus

En milliers, données CVS-CJO



Champ : France métropolitaine.

Source : France Travail-Dares, STMT.

Demandeurs d'emploi en catégories A, B, C

En France métropolitaine, au troisième trimestre 2024, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C augmente de 0,3 % pour les hommes (+1,8 % sur un an) et de 0,1 % pour les femmes (+0,0 % sur un an).

Ce nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C reste stable pour les moins de 25 ans (+1,9 % sur un an), augmente de 0,1 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans (+0,6 % sur un an) et de 0,5 % pour ceux âgés de 50 ans ou plus (+0,9 % sur un an).

TABLEAU 4 | Demandeurs d'emploi en catégories A, B, C par sexe et âge

Données CVS-CJO

	Effectif (en milliers)			Évolution (en %) sur	
	3 ^e trimestre 2023	2 ^e trimestre 2024	3 ^e trimestre 2024	un trimestre *	un an **
Hommes	2 463,6	2 498,9	2 506,9	0,3	1,8
Femmes	2 616,6	2 613,7	2 616,8	0,1	0,0
Moins de 25 ans	638,9	650,9	650,9	0,0	1,9
Hommes	330,0	339,2	340,0	0,2	3,0
Femmes	308,9	311,7	310,9	-0,3	0,6
Entre 25 et 49 ans	3 054,6	3 069,5	3 073,4	0,1	0,6
Hommes	1 475,7	1 494,8	1 497,3	0,2	1,5
Femmes	1 578,9	1 574,7	1 576,0	0,1	-0,2
50 ans ou plus	1 386,7	1 392,3	1 399,4	0,5	0,9
Hommes	657,9	665,0	669,6	0,7	1,8
Femmes	728,8	727,4	729,8	0,3	0,1
Ensemble des catégories A, B, C	5 080,2	5 112,7	5 123,7	0,2	0,9

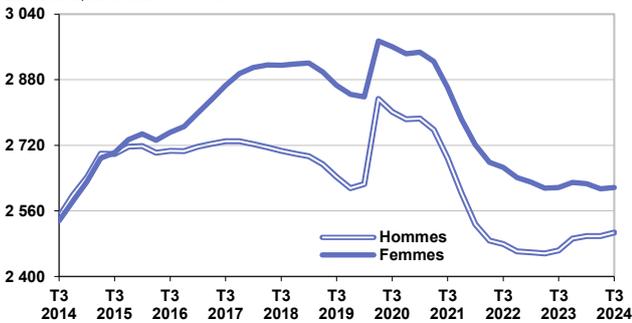
* variation par rapport au trimestre précédent, en % ; ** variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

Champ : France métropolitaine.

Source : France Travail-Dares, STMT.

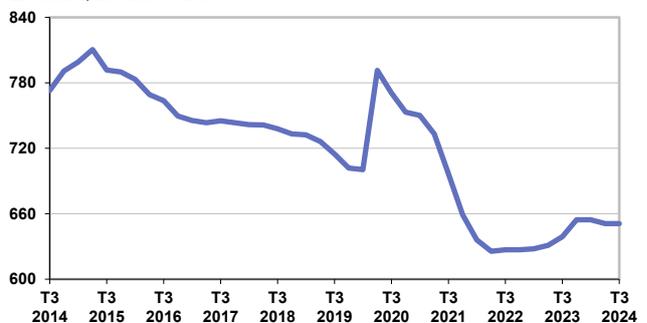
GRAPHIQUE 17 | Catégories A, B, C, par sexe

En milliers, données CVS-CJO



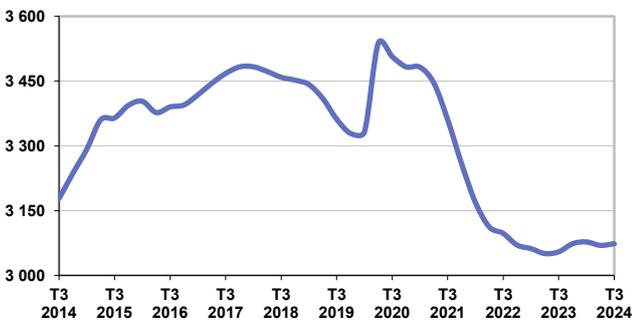
GRAPHIQUE 18 | Catégories A, B, C, moins de 25 ans

En milliers, données CVS-CJO



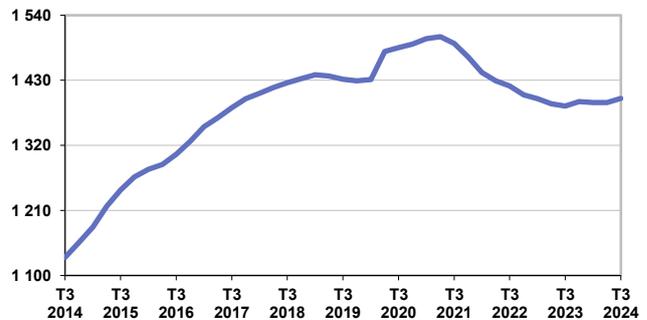
GRAPHIQUE 19 | Catégories A, B, C, entre 25 et 49 ans

En milliers, données CVS-CJO



GRAPHIQUE 20 | Catégories A, B, C, 50 ans ou plus

En milliers, données CVS-CJO



Champ : France métropolitaine.

Source : France Travail-Dares, STMT.

Ancienneté et durée d'inscription en catégories A, B, C des demandeurs d'emploi

En France métropolitaine, au troisième trimestre 2024, le nombre moyen de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C depuis un an ou plus augmente de 0,4 % (+1,0 % sur un an), tandis que celui des inscrits depuis moins d'un an reste stable (+0,7 % sur un an).

L'ancienneté moyenne des demandeurs d'emploi en catégories A, B, C est de 626 jours au troisième trimestre 2024 (+0 jour par rapport au trimestre précédent). La durée moyenne d'inscription en catégories A, B, C des demandeurs d'emploi sortis des catégories A, B, C au troisième trimestre 2024 est de 303 jours (-1 jour par rapport au trimestre précédent).

L'ancienneté en catégories A, B, C est mesurée sur le trimestre par le nombre de jours où le demandeur d'emploi a été inscrit de façon continue en catégories A, B, C. Une sortie d'au moins un jour de ces catégories réinitialise l'ancienneté. D'autres indicateurs, tels que le nombre de personnes inscrites en catégorie A un certain nombre de mois sur une période donnée, peuvent éclairer d'autres dimensions de l'ancienneté ou de la récurrence sur les listes de France Travail dans ces catégories [34].

TABLEAU 5 | Ancienneté en catégories A, B, C des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Effectif (en milliers ou en %)			Évolution (en %) sur	
	3 ^e trimestre 2023	2 ^e trimestre 2024	3 ^e trimestre 2024	un trimestre *	un an **
France métropolitaine					
Moins de 1 an	2 866,5	2 885,4	2 887,6	0,1	0,7
Moins de 3 mois	1 132,7	1 148,3	1 126,4	-1,9	-0,6
De 3 mois à moins de 6 mois	756,5	755,2	777,6	3,0	2,8
De 6 mois à moins de 12 mois	977,3	981,9	983,6	0,2	0,6
Un an ou plus	2 213,7	2 227,4	2 236,2	0,4	1,0
De 1 an à moins de 2 ans	952,7	999,5	1 004,3	0,5	5,4
De 2 ans à moins de 3 ans	414,2	430,7	441,6	2,5	6,6
3 ans ou plus	846,8	797,2	790,3	-0,9	-6,7
Part des demandeurs d'emploi inscrits depuis 1 an ou plus ..	43,6 %	43,6 %	43,6 %	0,1 pt	0,1 pt
Ancienneté moyenne (en jours)	635	626	626	0	-9
France (hors Mayotte)					
Demandeurs d'emploi inscrits depuis 1 an ou plus	2 346,3	2 358,7	2 369,1	0,4	1,0
Part des demandeurs d'emploi inscrits depuis 1 an ou plus..	43,8 %	43,8 %	43,9 %	0,1 pt	0,1 pt

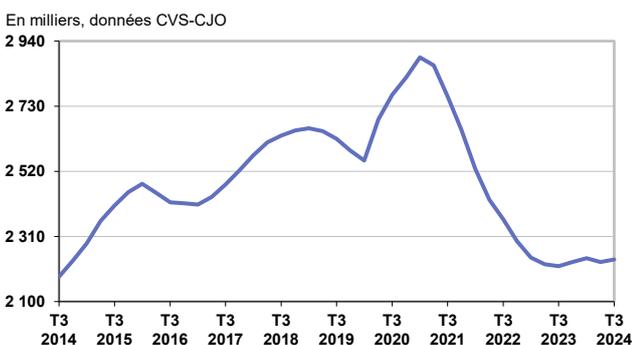
| Durée moyenne en catégories A, B, C des sortants de catégories A, B, C

	Niveau (en jours)			Évolution (en jours) sur	
	3 ^e trimestre 2023	2 ^e trimestre 2024	3 ^e trimestre 2024	un trimestre *	un an **
France métropolitaine	310	304	303	-1	-7
France (hors Mayotte)	313	307	305	-2	-8

* variation par rapport au trimestre précédent, en nombre de jours ; ** variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, en nombre de jours.

Source : France Travail-Dares, STMT.

GRAPHIQUE 21 | Demandeurs d'emploi depuis un an ou plus, en catégories A, B, C



Champ : France métropolitaine.

Source : France Travail-Dares, STMT.

GRAPHIQUE 22 | Durée moyenne en catégories A, B, C des sortants de catégories A, B, C



Indemnisation au titre du chômage

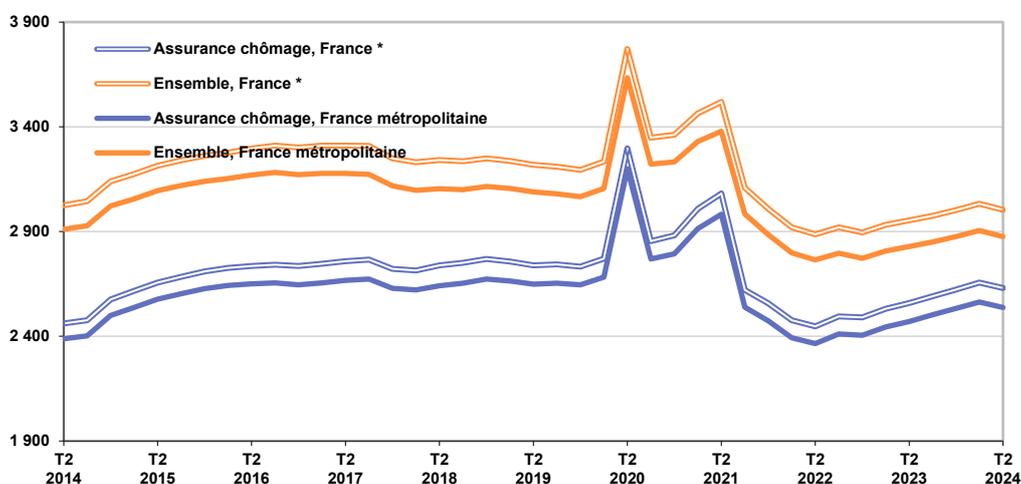
Au deuxième trimestre 2024, en France métropolitaine, 2 876 400 personnes inscrites à France Travail sont indemnisées au titre du chômage. Ce nombre diminue de 0,9% sur trois mois et augmente de 1,7% sur un an.

Au premier trimestre 2024, en France métropolitaine, 68,9% des personnes inscrites à France Travail en catégories A, B, C, D, E sont indemnisables au titre du chômage (+0,3 point sur un trimestre, +0,5 point sur un an). Parmi ces personnes, 71,7% sont indemnisées (+0,9 point sur trois mois et +0,7 point sur un an).

Au premier trimestre 2024, 70,6% des personnes inscrites à France Travail en catégories A, B, C sont indemnisables au titre du chômage (+0,3 point sur un trimestre et +0,7 point sur un an). Parmi ces personnes, 70,1% sont indemnisées (+1,1 point sur trois mois et +0,9 point sur un an).

GRAPHIQUE 23 | Personnes indemnisées

En milliers, données CVS



* Y compris Mayotte, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Saint-Pierre-et-Miquelon.

Champ : demandeurs d'emploi en catégories A, B, C, D, E, indemnisés au titre du chômage.

Source : France Travail, Fichier national des allocataires (FNA).

Les indicateurs présentés du taux de couverture par l'indemnisation chômage sont établis sur la base d'une méthodologie définie conjointement entre France Travail, la Dares et l'Unédic. Elle fait l'objet d'une [note méthodologique](#) détaillée.

Les données relatives aux effectifs indemnisés du trimestre T sont disponibles au trimestre T+1, celles relatives aux taux de couverture du trimestre T sont disponibles au trimestre T+2.

TABLEAU 6 | Personnes indemnisées

En milliers, données CVS

	2 ^e trimestre 2023 (d)	1 ^{er} trimestre 2024 (p)	2 ^e trimestre 2024 (p)	Évolution (en %) sur	
				un trimestre *	un an **
France métropolitaine					
Ensemble des indemnisés	2 828,0	2 903,0	2 876,4	-0,9	1,7
Assurance chômage ⁽¹⁾	2 470,8	2 562,7	2 538,2	-1,0	2,7
État ⁽²⁾	240,9	232,0	231,3	-0,3	-4,0
Autres ⁽³⁾	116,3	108,3	107,0	-1,2	-8,0
France ^(a)					
Ensemble des indemnisés	2 953,2	3 029,8	3 003,4	-0,9	1,7
Assurance chômage ⁽¹⁾	2 558,5	2 654,1	2 630,5	-0,9	2,8
État ⁽²⁾	268,0	257,6	256,6	-0,4	-4,3
Autres ⁽³⁾	126,7	118,2	116,3	-1,6	-8,2

* variation par rapport au trimestre précédent, en % ; ** variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

Champ : demandeurs d'emploi indemnisés.

(a) Y compris Mayotte, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Saint-Pierre-et-Miquelon.

(d) : données définitives.

(p) : données provisoires.

Source : France Travail, Fichier national des allocataires (FNA).

(1) Allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) et Allocation d'aide au retour à l'emploi formation (AREF) hors conventions de gestion de l'Opérateur national de paie (ONP), Allocation de sécurisation professionnelle (ASP).

(2) Allocation de Solidarité Spécifique (ASS) y compris formation, Allocation Équivalent Retraite (AER), Allocation Transitoire de Solidarité (ATS), Allocation Temporaire d'Attente (ATA2), Allocations du fonds de professionnalisation et de solidarité (FSP), Rémunération de fin de formation (RFF).

(3) Rémunération de formation France Travail (RFFT), ARE-ONP, AREF-ONP.

TABLEAU 7 | Part des personnes indemnisées et indemnisables ⁽¹⁾

En %, données CVS

	1 ^{er} trimestre 2023 (d)	4 ^e trimestre 2023 (d)	1 ^{er} trimestre 2024 (p)	Évolution (en pt) sur	
				un trimestre *	un an **
Catégories A, B, C					
Part des personnes indemnisables	69,8	70,2	70,6	0,3 pt	0,7 pt
Dont : Assurance chômage ⁽²⁾	62,5	63,3	63,6	0,3 pt	1,1 pt
État ⁽²⁾	5,7	5,2	5,3	0,1 pt	-0,4 pt
Part des personnes indemnisées parmi les indemnisables	69,2	69,1	70,1	1,1 pt	0,9 pt
Dont : Assurance chômage ⁽²⁾	68,2	68,1	69,2	1,2 pt	1,1 pt
État ⁽²⁾	82,4	83,2	82,4	-0,8 pt	0,0 pt
Catégories A, B, C, D, E					
Part des personnes indemnisables	68,4	68,7	68,9	0,3 pt	0,5 pt
Dont : Assurance chômage ⁽²⁾	60,4	61,3	61,5	0,2 pt	1,1 pt
État ⁽²⁾	5,3	4,8	5,0	0,1 pt	-0,3 pt
Part des personnes indemnisées parmi les indemnisables	71,0	70,9	71,7	0,9 pt	0,7 pt
Dont : Assurance chômage ⁽²⁾	70,0	69,9	70,9	1,0 pt	0,9 pt
État ⁽²⁾	80,1	80,7	80,0	-0,8 pt	-0,1 pt

* variation par rapport au trimestre précédent, en point ; ** variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, en point.

Champ : France métropolitaine, demandeurs d'emploi.

(d) : données définitives.

(p) : données provisoires.

Sources : France Travail, Fichier national des allocataires (FNA) et Fichier historique statistique (FHS).

Note : dans le tableau ci-dessus, les données sont en fin de trimestre.

(1) Les personnes indemnisables sont celles ayant un droit ouvert. Parmi les personnes indemnisables, certaines sont effectivement indemnisées ; d'autres ne le sont pas, principalement en raison de l'exercice d'une activité réduite.

(2) Voir notes du tableau précédent.

Demandeurs d'emploi par région

Au troisième trimestre 2024, le nombre moyen de demandeurs d'emploi en catégorie A diminue dans trois régions de France métropolitaine, augmente en Occitanie et reste stable ou augmente dans les autres régions.

Au troisième trimestre 2024, le nombre moyen de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C diminue dans quatre régions de France métropolitaine et augmente dans huit autres régions (entre -1,3 % dans le Grand Est et +1,2 % en Île-de-France). La hausse est de 0,2 % dans les Drom hors Mayotte (entre -0,1 % en Martinique et +1,4 % en Guyane).

TABLEAU 8 | Demandeurs d'emploi en catégories A et A, B, C, par région

Données CVS-CJO

	Catégorie A			Catégories A, B, C		
	Effectif (en milliers)		Évolution (en %)	Effectif (en milliers)		Évolution (en %)
	2 ^e trimestre 2024	3 ^e trimestre 2024	trimestrielle*	2 ^e trimestre 2024	3 ^e trimestre 2024	trimestrielle*
Auvergne-Rhône-Alpes	317,0	317,0	0,0	596,6	598,7	0,4
Bourgogne-Franche-Comté	101,1	102,2	1,1	195,9	196,0	0,0
Bretagne	116,8	117,3	0,4	245,5	245,7	0,1
Centre-Val de Loire	98,0	98,1	0,1	191,6	191,0	-0,3
Corse	12,8	13,0	1,1	19,5	19,6	0,7
Grand Est	234,2	232,8	-0,6	410,3	404,9	-1,3
Hauts-de-France	293,2	292,2	-0,4	508,9	507,0	-0,4
Île-de-France	593,9	595,8	0,3	970,4	981,8	1,2
Normandie	128,8	129,0	0,1	244,3	243,5	-0,3
Nouvelle-Aquitaine	229,8	229,4	-0,2	460,3	460,8	0,1
Occitanie	301,4	305,4	1,3	546,2	550,0	0,7
Pays de la Loire	131,0	131,0	0,0	278,0	278,3	0,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	250,8	251,0	0,1	445,2	446,4	0,3
France métropolitaine	2 808,7	2 814,0	0,2	5 112,7	5 123,7	0,2
Guadeloupe	41,1	41,1	0,0	54,3	54,3	0,0
Guyane	21,9	22,3	1,9	26,8	27,1	1,4
Martinique	29,9	29,9	-0,1	41,8	41,7	-0,1
La Réunion	114,7	114,3	-0,4	153,4	153,7	0,2
Départements-régions d'outre-mer (hors Mayotte)	207,7	207,6	0,0	276,3	276,9	0,2
France (hors Mayotte)	3 016,4	3 021,6	0,2	5 389,0	5 400,6	0,2

* variation par rapport au trimestre précédent, en %.

Source : France Travail-Dares, STMT.

Dans ce tableau, les évolutions trimestrielles du nombre de demandeurs d'emploi peuvent différer légèrement de celles calculées à partir des effectifs, publiés en milliers avec une décimale. En effet, ces évolutions sont calculées à partir d'effectifs arrondis à la dizaine identiques à ceux présentés dans les publications des D(r)ets et des DR France Travail.

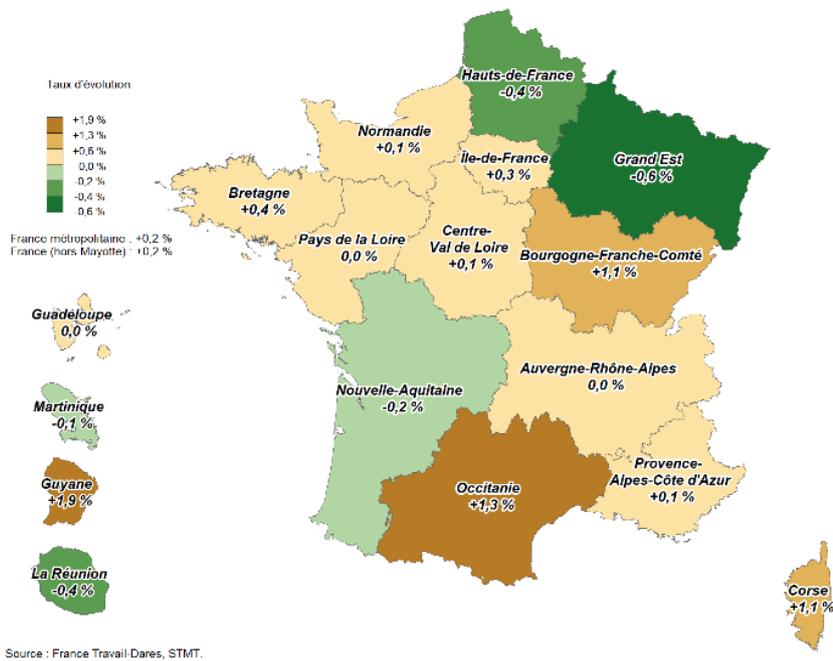
Les publications régionales et départementales sont accessibles sur les sites internet des D(r)ets et des DR France Travail :

Auvergne-Rhône-Alpes	Dreets	DR France Travail	Occitanie	Dreets	DR France Travail
Bourgogne-Franche-Comté	Dreets	DR France Travail	Pays de la Loire	Dreets	DR France Travail
Bretagne	Dreets	DR France Travail	Provence-Alpes-Côte d'Azur	Dreets	DR France Travail
Centre-Val de Loire	Dreets	DR France Travail	Guadeloupe	Deets	DR France Travail
Corse	Dreets	DR France Travail	Guyane	Deets	DR France Travail
Grand Est	Dreets	DR France Travail	Martinique	Deets	DR France Travail
Hauts-de-France	Dreets	DR France Travail	La Réunion	Deets	DR France Travail
Île-de-France	Dreets	DR France Travail			
Normandie	Dreets	DR France Travail			
Nouvelle-Aquitaine	Dreets	DR France Travail			

Un plan d'action en direction des créateurs d'entreprise a été mis en place en septembre 2024 dans la région Grand-Est : il en résulte qu'au troisième trimestre 2024, en moyenne 2 000 à 3 000 demandeurs d'emploi précédemment comptabilisés au sein des catégories A, B ou C sont désormais comptabilisés au sein de la catégorie E.

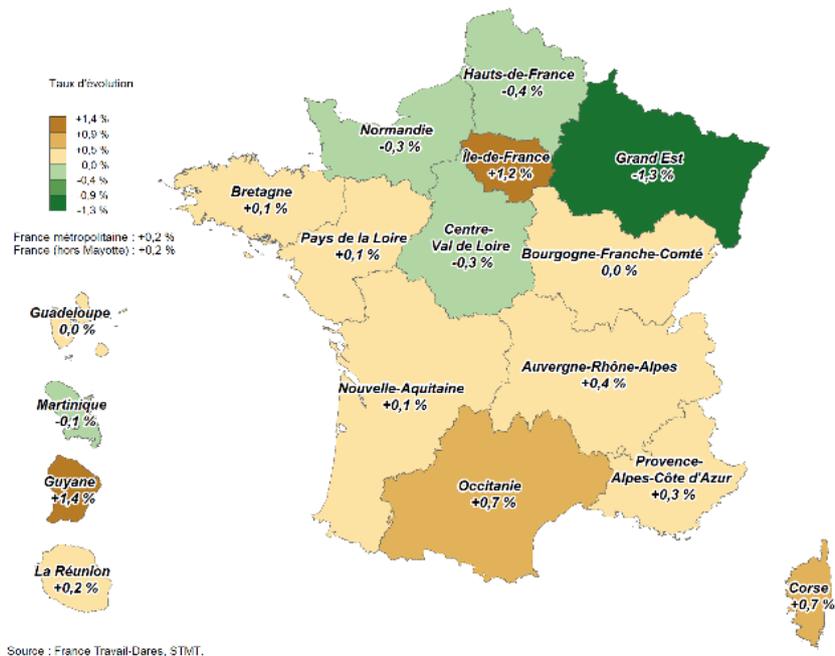
CARTE 1 | Évolution* du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A au troisième trimestre 2024

Données CVS-CJO



CARTE 2 | Évolution* du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C au troisième trimestre 2024

Données CVS-CJO



* Dans ces cartes, les évolutions trimestrielles du nombre de demandeurs d'emploi peuvent différer légèrement de celles calculées à partir des effectifs, publiés en milliers avec une décimale. En effet, ces évolutions sont calculées à partir d'effectifs arrondis à la dizaine identiques à ceux présentés dans les publications des D(r)ets et des DR France Travail.

Entrées et sorties de catégories A, B, C

En France métropolitaine, le nombre moyen d'entrées en catégories A, B, C au troisième trimestre 2024 diminue de 4,6 % par rapport au trimestre précédent (-2,7 % sur un an).

Les entrées pour retour d'inactivité (-13,9 %), réinscription rapide (-7,8 %), démission (-5,4 %), rupture conventionnelle (-4,3 %), autre licenciement (-4,0 %) et fin de mission d'intérim (-2,9 %) sont en baisse. Les entrées pour première entrée sur le marché du travail sont stables. Les entrées pour licenciement économique (+5,7 %) et fin de contrat (+1,5 %) sont en hausse.

En France métropolitaine, le nombre moyen de sorties des catégories A, B, C diminue de 4,9 % par rapport au trimestre précédent (-2,0 % sur un an).

Les sorties pour reprise d'emploi déclarée (-9,4 %), entrée en stage ou en formation (-7,3 %), cessation d'inscription pour défaut d'actualisation (-4,2 %) et radiation administrative (-2,9 %) sont en baisse. Les sorties pour arrêt de recherche (+0,9 %) sont en hausse.

TABLEAU 9 | Entrées en catégories A, B, C par motif

Données CVS-CJO

	Nombre moyen d'entrées au 3 ^e trimestre 2024 (en milliers)	Répartition par motif (en %)	Évolution (en %) sur	
			un trimestre *	un an **
France métropolitaine				
Fin de contrat	99,9	19,3	1,5	-0,9
Fin de mission d'intérim	29,9	5,8	-2,9	-6,9
Démission	26,1	5,0	-5,4	-3,0
Rupture conventionnelle	38,2	7,4	-4,3	-4,5
Licenciement économique	9,2	1,8	5,7	27,8
Autre licenciement	31,3	6,0	-4,0	0,0
Première entrée sur le marché du travail ⁽¹⁾	25,8	5,0	0,0	-7,2
Retour d'inactivité ⁽²⁾	88,2	17,0	-13,9	-11,9
Réinscription rapide ⁽³⁾	86,6	16,7	-7,8	-2,3
Autres motifs ⁽⁴⁾	40,3	7,8	-1,9	8,0
Motif indéterminé	41,9	8,1	1,9	6,3
Ensemble des entrées en catégories A, B, C	517,4	100,0	-4,6	-2,7
France (hors Mayotte)	542,3		-4,5	-2,7

* variation par rapport au trimestre précédent, en % ; ** variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

(1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Source : France Travail-Dares, STMT.

TABLEAU 10 | Sorties de catégories A, B, C par motif

Données CVS-CJO

	Nombre moyen de sorties au 3 ^e trimestre 2024 (en milliers)	Répartition par motif (en %)	Évolution (en %) sur	
			un trimestre *	un an **
France métropolitaine				
Reprise d'emploi déclarée ⁽¹⁾	76,1	15,0	-9,4	-9,5
Entrée en stage ou en formation	55,8	11,0	-7,3	-9,6
Arrêt de recherche (maternité, maladie, retraite)	45,1	8,9	0,9	0,4
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	234,1	46,0	-4,2	1,5
Radiation administrative	53,3	10,5	-2,9	-2,7
Autres cas ⁽²⁾	44,0	8,7	-5,2	3,3
Ensemble des sorties de catégories A, B, C	508,4	100,0	-4,9	-2,0
France (hors Mayotte)	533,1		-4,8	-2,1

* variation par rapport au trimestre précédent, en % ; ** variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

(1) Uniquement celles connues par France Travail. Une mesure plus complète des sorties pour reprise d'emploi est donnée par l'enquête Sortants [6].

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

Source : France Travail-Dares, STMT.

Entrées en catégories A, B, C par motif d'inscription

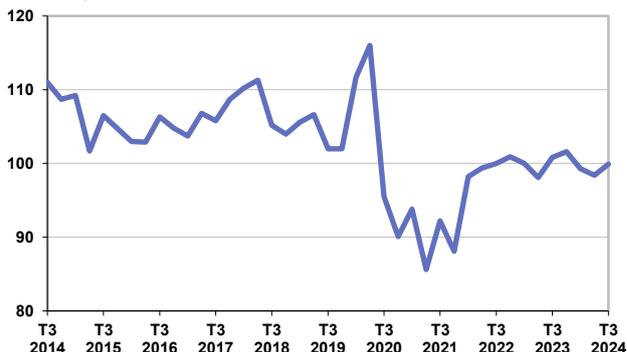
GRAPHIQUE 24 | Ensemble des inscriptions

En milliers, données CVS-CJO



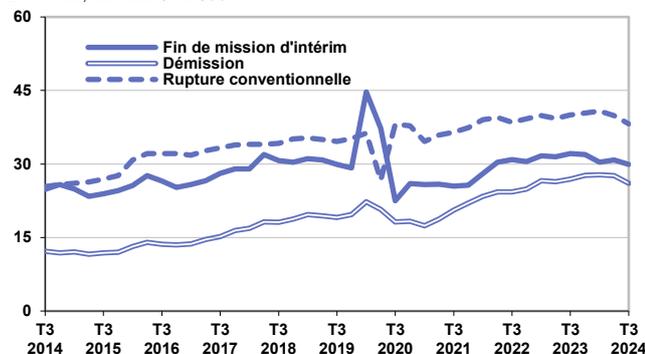
GRAPHIQUE 25 | Inscriptions pour fin de contrat

En milliers, données CVS-CJO



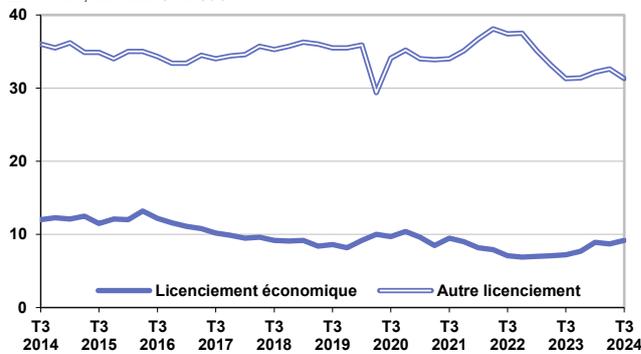
GRAPHIQUE 26 | Inscriptions pour fin de mission d'intérim, démission et rupture conventionnelle

En milliers, données CVS-CJO



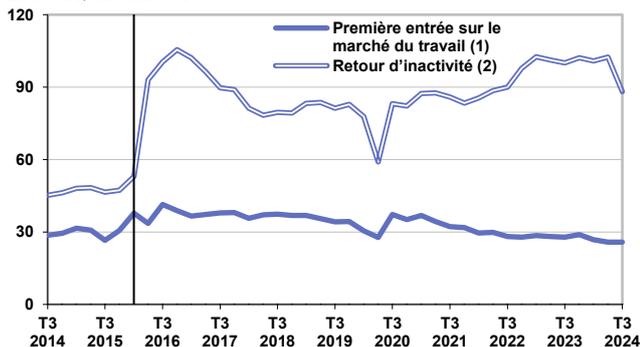
GRAPHIQUE 27 | Inscriptions pour licenciement économique et autre licenciement

En milliers, données CVS-CJO



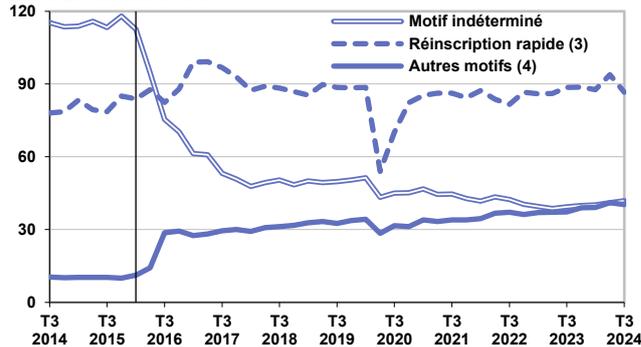
GRAPHIQUE 28 | Premières inscriptions et inscriptions suite à une période d'inactivité

En milliers, données CVS-CJO



GRAPHIQUE 29 | Inscriptions pour autres motifs, motifs indéterminé et réinscription rapide

En milliers, données CVS-CJO



(1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

Champ : France métropolitaine.

Source : France Travail-Dares, STMT.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Information : La refonte fin 2015 des motifs d'inscription sur les listes de France Travail a modifié la répartition de ces derniers au sein des entrées en catégorie A, B, C, sans en affecter le total. Entre début 2016 et mi-2017, les séries « retour d'inactivité » et « motif indéterminé » plus particulièrement ont été affectées.

Aussi, à partir de 2022, l'évolution du formulaire d'actualisation conduit à une modification durable de la répartition des sorties par motifs. En particulier, avec le nouveau script d'actualisation, les sorties pour défaut d'actualisation sont plus nombreuses tandis que les reprises d'emploi sont moins souvent déclarées : la part des défauts d'actualisation dans les sorties augmente de 6 points et celle des reprises d'emploi baisse de 6 points.

SOURCE, DÉFINITIONS ET MÉTHODE

ENCADRÉ 1 | Source : la Statistique du marché du travail (STMT)

La Statistique du marché du travail (STMT) est une source statistique exhaustive issue des fichiers de gestion de France Travail. Elle porte sur tous les demandeurs d'emploi inscrits, entrés ou sortis des listes un mois donné.

La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1^{ère} publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2025.

Depuis 2018, la publication commune Dares-France Travail est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. Cette refonte de la publication vise à mettre l'accent sur les évolutions tendanciennes de ces statistiques plutôt que sur leurs variations au mois le mois, qui sont très volatiles et parfois difficiles à interpréter.

Dans toute la publication, les résultats présentés sont des moyennes trimestrielles. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois.

Une [documentation méthodologique](#) présente plus en détail la STMT.

L'Autorité de la statistique publique a labellisé en 2021, et pour une durée de 5 ans, les statistiques mensuelles des demandeurs d'emploi inscrits à France Travail, co-produites par la Dares et France Travail. Dans cette publication, toutes les statistiques publiées sont labellisées hormis celles relatives à l'indemnisation (pages 8 et 9) qui n'ont pas fait l'objet d'un examen par l'ASP.

Le Fichier historique statistique (FHS) est une autre source statistique sur les demandeurs d'emploi, également issue des fichiers de gestion de France Travail. Elle comporte tous les épisodes d'inscription sur une période de 10 ans. Les statistiques produites à partir de la STMT et du FHS peuvent différer en raison de différences dans la constitution des deux sources, concernant notamment la façon dont sont traités les événements enregistrés avec retard et les sorties de courte durée. Des [séries en droits constatés](#) (ou « avec recul ») issues du FHS sont publiées chaque année.

ENCADRÉ 2 | Demandeurs d'emploi : définition et différence avec les chômeurs au sens du BIT

Les demandeurs d'emploi sont des personnes qui sont inscrites à France Travail. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et France Travail présentent depuis 2009, à des fins d'analyse statistique, les données sur les demandeurs d'emploi selon les catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 heures ou moins sur un mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures sur un mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Est chômeur au sens du Bureau international du travail (BIT) toute personne de 15 ans ou plus qui n'a pas travaillé au moins une heure pendant une semaine de référence, est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et a recherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans les trois mois. Le chômage au sens du BIT est mesuré par l'enquête Emploi de l'Insee.

L'inscription à France Travail en catégorie A et le chômage au sens du BIT sont deux réalités proches, mais qui ne se recouvrent pas (voir [documentation](#)).

Les [dernières estimations de l'Insee](#) font état d'un taux de chômage au sens du BIT (rapport entre le nombre de chômeurs et le nombre de personnes actives – en emploi ou au chômage) de 7,3 % au 2^e trimestre 2024 en France (hors Mayotte), soit 2,3 millions de chômeurs (données corrigées des variations saisonnières). L'Insee publiera ses estimations de chômage au sens du BIT pour le 3^e trimestre 2024 le 13 novembre 2024.

ENCADRÉ 3 | Interprétation des séries CVS-CJO sur les demandeurs d'emploi

Les données de la STMT étant exhaustives, il n'existe pas, comme pour des données d'enquête, d'incertitude liée à l'échantillonnage. Les variations des séries CVS-CJO issues de la STMT peuvent résulter soit de la tendance de moyen terme, principalement liée aux évolutions du marché du travail et à la conjoncture économique, soit de chocs ponctuels, dont les sources peuvent être variées (variations dans la gestion des listes de demandeurs d'emploi par France Travail ou dans les comportements d'inscription, chocs ponctuels du marché du travail, imprécisions dans l'estimation des corrections des variations saisonnières, ...). Parmi ces chocs ponctuels figurent aussi des incidents et changements de procédure dont certains ont pu avoir un impact significatif sur les séries de demandeurs d'emploi (un [document](#) présente les principaux événements depuis 2011 et leurs impacts).

Il est possible de déterminer des seuils au-delà desquels les variations sur un trimestre ont une probabilité supérieure à 95 % d'être de même sens que la tendance de moyen terme.

En France métropolitaine, lorsque sur un trimestre, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente ou baisse de plus de 33 000, il y a une probabilité supérieure à 95 % que la variation de la tendance sous-jacente soit de même sens.

En France métropolitaine, lorsque sur un trimestre, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C augmente ou baisse de plus de 32 000, il y a une probabilité supérieure à 95 % que la variation de la tendance sous-jacente soit de même sens.

Une [documentation](#) fournit des éléments d'aide à l'interprétation des séries sur les demandeurs d'emploi.

ENCADRÉ 4 | Équation comptable et défaut de bouclage

Sur les données brutes de la STMT, on observe un défaut de bouclage dans l'équation comptable reliant les effectifs de demandeurs d'emploi aux flux d'entrée et de sortie : la variation des effectifs de demandeurs d'emploi n'est pas égale au solde entre les entrées et les sorties. Ce défaut de bouclage s'explique par le fait que certains flux sont enregistrés trop tardivement pour être pris en compte dans la STMT (voir [documentation](#)).

Équation comptable, du troisième trimestre 2024

En milliers, données CVS-CJO

	Sur un trimestre	Sur un an
(1) Variation du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C	11,0	43,5
(2) Solde entre les entrées en catégories A, B, C et les sorties de catégories A, B, C	14,8	61,3
Défaut de bouclage ((1) - (2))	-3,8	-17,8

Champ : France métropolitaine.

Source : France Travail-Dares, STMT.

Pour en savoir plus

Les publications sont accessibles en cliquant dessus.

Les séries complémentaires sur les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail

[1] Dares, les séries trimestrielles nationales sur les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail.

[2] France Travail, sélections de statistiques sur les demandeurs d'emploi.

[3] Dares, les séries trimestrielles sur les entrées en formation des demandeurs d'emploi.

Les sorties de France Travail

[4] De Visme N. (2024), « Durée de chômage (1er trimestre 2024) », Statistiques & Indicateurs n°24-027, France Travail, septembre.

[5] Giner L. (2024), « Les reprises d'emploi de demandeurs d'emploi au 1er trimestre 2024 », Statistiques & Indicateurs n°24-026, France Travail, septembre.

[6] Baron A., Cocuau V., Poujouly C. (2024), « Les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C sortant des listes de France Travail (ex-Pôle emploi) en septembre 2022 », Dares Résultats n°5, France Travail, janvier.

[7] Giner L. (2024), « L'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi inscrits à France Travail mesuré en septembre 2023 », Statistiques & Indicateurs n°24-008, France Travail, février.

L'indemnisation des demandeurs d'emploi

- [8] Insee (2024) « Fiche 2.4 Indemnisation du chômage » Collection Insee Références, juillet.
- [9] Presotto J. (2024), « Indemnisation des demandeurs d'emploi en 2022 », Dares Résultats n°4, janvier.
- [10] Delvaux G. (2024), « Demandeurs d'emploi indemnisés au 1er trimestre 2024 », Statistiques & Indicateurs n°24-023, France Travail, juillet.
- [11] Dano J. (2024), « Part des demandeurs d'emploi indemnisables : situation au 31 décembre 2023 », Statistiques et indicateurs n°24.025, France Travail, août.
- [12] Dano J. (2024), « Montant moyen du droit d'allocation chômage versé aux demandeurs d'emploi indemnisés au 30 septembre 2023 », Statistiques et indicateurs n°24.028, France Travail, septembre.

Les autres publications sur les demandeurs d'emploi

- [13] Guillermin G., Savary K., Monin R. (2023), « Quelles explications possibles à la hausse du nombre des demandeurs d'emploi en activité ? », Dares Analyses n°43, juillet.
- [14] Lefebvre M. (2023), « Comment évolue l'accès à la formation des demandeurs d'emploi ? », Dares Analyses n°18, mars.
- [15] Morello E., Hentzgen C., Cocuau V. (2022), « Comment la crise sanitaire a-t-elle affecté le nombre et le profil des demandeurs d'emploi de longue durée ? », Dares Analyses n°48, octobre.
- [16] Garcia S. (2024), « Le contrôle de la recherche d'emploi en 2023 », Statistiques et indicateurs n°24.015, avril.
- [17] Robert T. (2024), « Les femmes demandeuses d'emploi inscrites à France Travail en 2023 », Statistiques et indicateurs n°24.009, France Travail, mars.
- [18] Pôle emploi (2023), « Portrait statistique des demandeurs d'emploi cadres », janvier.
- [19] Blache G., Prokovas N. (2022), « L'autonomie dans les parcours de recherche d'emploi », Éclairages & Synthèses n°71, Pôle emploi, avril.
- [20] Rabner M., Stehlin A. (2021), « La période de mise en situation en milieu professionnel favorise et accélère l'accès à l'emploi », Éclairages & Synthèses n°66, Pôle emploi, mars.
- [21] Blache G., De Visme N., Lim Y. (2020), « Les aides à la mobilité géographique restent déterminantes dans le choix d'élargissement du périmètre de recherche d'emploi », Éclairages & Synthèses n°62, Pôle emploi, décembre.

Données régionales

- [22] France Travail, sélections de statistiques sur la formation des demandeurs d'emploi.
- [23] Les publications régionales sont accessibles via les sites internet des Drees et Deets et des DR France Travail.
- [24] Dares, les séries régionales, départementales et par zone d'emploi sur les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail.
- [25] Dares, les séries communales des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi.

Les offres d'emploi et l'adéquation entre offre et demande d'emploi

- [26] France Travail, les séries brutes régionales, départementales et des communes de plus de 5 000 habitants.
- [27] France Travail (2024), « Les offres d'emploi diffusées par France Travail au 2e trimestre 2024 », Statistiques & Indicateurs n°24-029, France Travail, octobre.
- [28] Gaumont S., Roudaut L. (2024), « Offres pourvues et abandons de recrutement en 2023 », Éclairages & Synthèses n°82, France Travail, avril.
- [29] Auvray E., Le Toullec N., Moquay L. (2024), « L'emploi de salariés détachés en 2022 », Dares Résultats n°1, janvier.

Analyse conjoncturelle du marché du travail

- [30] Ducatel V., Niang M., Lainé F., Chartier F. (2023), « Les tensions sur le marché du travail en 2022 », Dares Résultat n°59, Dares-Pôle emploi, décembre.
- [31] Makhzoum S. (2023), « Les seniors sur le marché du travail en 2022 », Dares Résultats n°47, septembre.
- [32] Dares, les offres collectées et satisfaites par France Travail : les séries nationales et régionales.
- [33] Insee (2024), « Au deuxième trimestre 2024, le taux de chômage diminue de 0,2 point », Informations Rapides n°198, août.
- [34] France Travail, Nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (ayant une durée d'inscription cumulée de 12 mois et plus en catégorie A au cours des 15 derniers mois parmi la DEFM ABC).
- [35] Insee (2024) « Emploi, chômage, revenus du travail », Collection Insee Références, août.
- [36] Cocuau V., Giner L. (2024), « Les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail au 2e trimestre 2024 », Dares Indicateurs n°27, Dares-France Travail, juillet.

Valentin Cocuau (Dares) et Jérôme Dano (France Travail).

Directeur de la publication Michel Houdebine	Réponses à la demande dares.travail-emploi.gouv.fr/contact	La Dares est la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités. Elle contribue à la conception, au suivi et à l'évaluation des politiques publiques, et plus largement à éclairer le débat économique et social.
Directrice de la rédaction Anne-Juliette Bessone	Contact presse Joris Aubrespin-Marsal joris.aubrespin-marsal@travail.gouv.fr	
Secrétaires de rédaction Thomas Cayet		dares.travail-emploi.gouv.fr
Maquettistes Christophe Chauvin, Valérie Olivier		 STATISTIQUE PUBLIQUE
Mise en page Dares, ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités	ISSN 2267 - 4756	